

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 42 (2005)
Heft: 1638

Artikel: La quête désespérée de la croissance
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013449>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La quête désespérée de la croissance

Il ne sert à rien de réclamer des coupes budgétaires et des réductions d'impôts sans procéder à l'évaluation des politiques et des services publics. Faire appel à la croissance en méconnaissant sa dimension sociale et ses conséquences concrètes, c'est encourager la méfiance à l'égard du changement.

Avenir Suisse, la boîte à penser de l'économie, ne relâche pas la pression. Il diffuse inlassablement son message pessimiste sur le futur du pays, message qui, croit-il, devrait déclencher un mouvement salutaire de réformes. On connaît son arsenal thérapeutique : baisse des impôts et de la quote-part de l'Etat, rationalisation des institutions et simplification de la structure fédérale (cf. DP n° 1636, *L'économiste dans son bocal*).

Samedi dernier à Zurich, *Avenir Suisse* réunissait une brochette d'économistes pour plancher sur les causes de l'anémie économique dont souffrirait le pays. Si plusieurs intervenants ont entonné l'habituelle antienne libérale, Ulrich Kohli, le chef économiste de la Banque nationale (BNS), a mis en doute la mesure officielle de la croissance, qui sous-estimerait cette dernière de 1 à 1,5 points. En cause, la référence au produit intérieur brut au lieu du produit national brut et la non-prise en compte du pouvoir d'achat en comparaison internationale (cf. DP n° 1633,

La richesse à géométrie variable). Par ailleurs le représentant de la BNS a rappelé un paradoxe : si l'on observe le taux moyen de croissance de douze pays européens sur plus d'un siècle (1880-1995), la Suisse se place en avant-dernière position. Or si notre pays figurait au XIX^e siècle parmi les pauvres du continent, il appartient aujourd'hui au club des riches. Une observation qui devrait tempérer l'ardeur des Cassandre actuels.

Avenir Suisse a raison de se préoccuper du poids du secteur public et de la charge fiscale. Mais son acuité analytique est hélas restreinte par un biais idéologique. Ce ne sont ni les dimensions du secteur public, ni le niveau des prélèvements fiscaux qui déterminent les performances économiques d'un pays ; les données comparatives ne révèlent aucune corrélation entre ces variables. La qualité et l'utilité des prestations publiques jouent par contre un rôle important.

continue en page 3

Dans ce numéro

Plaidoyer pour la gestion paritaire des caisses de pension.
page 2

Malgré l'UDC, la vie continue après le Conseil fédéral.
page 4

Swisscom veut diffuser des programmes TV.
page 5

Forum : Laurent Moutinot interroge la responsabilité pénale des magistrats et des fonctionnaires.
page 6

Chronique depuis le salon de l'auto de Genève.
page 7

Deux nouveaux auteurs pour une nouvelle maison d'édition à Lausanne.
page 8

Radio et télévision

La révision de la loi consacre à raison un certain statu quo. En effet, il est inutile de vouloir coller à tout prix au progrès technologique. Il vaut mieux avancer pas à pas dans un secteur en ébullition.

Edito à la page 3

La quête désespérée de la croissance

Plutôt que d'exiger aveuglément des coupes budgétaires et des réductions d'impôts, les chantres du libéralisme pur et dur et leurs relais politiques seraient bien inspirés de promouvoir l'évaluation des services administratifs et des politiques publiques. Cette évaluation permettrait de dénicher des gisements d'économies et de réaffecter intelligemment les ressources disponibles. Par exemple dans les domaines de la formation et des énergies renouvelables, où la Suisse ne brille pas, quand bien même ils vont influencer de manière déterminante le succès économique des Etats.

La réflexion économique ne peut ignorer plus longtemps la dimension sociale de la croissance. Considérer les dépenses sociales comme une charge à minimiser, c'est ignorer leur fonction de cohésion au

sein de la société. La précarité, l'insécurité, la pauvreté et l'exclusion ne constituent pas un terreau favorable à la croissance.

Enfin, il n'est plus possible d'invoquer la croissance sans préciser sa nature. A quoi sert cette croissance si elle ne contribue pas à améliorer la qualité de vie, si les richesses créées ne servent qu'à financer les nuisances qu'elle engendre et si elle se nourrit d'abord de l'épuisement des ressources naturelles?

A noircir systématiquement la situation, *Avenir Suisse* ne contribue qu'à semer l'inquiétude, une inquiétude source de résistance au changement, voire de paralysie, bref des réactions qui ne contribuent sûrement pas à stimuler la croissance. Manque aux penseurs des milieux économiques le sens élémentaire de la pédagogie. jd

IMPRESSIONS

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:
Alex Dépraz (ad)
Jean-Daniel Delley (jd)
André Gavillet (ag)
Albert Tille (at)

Forum:
Laurent Moutinot

Responsable administrative:
Anne Caldellari

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1,
cp 5863,
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10

E-mail:
redaction@domainepublic.ch
administration@domainepublic.ch

www.domainepublic.ch

Le marché et l'Etat

«Dans les cinquante dernières années, la science économique a expliqué quand et pourquoi les marchés fonctionnent bien, et quand ils ne le font pas. Elle a montré pour quelles raisons ils peuvent aboutir à sous-produire certains facteurs - comme la recherche fondamentale - et à en surproduire d'autres - comme la pollution. Leurs échecs les plus dramatiques sont les crises périodiques, les récessions et les dépressions (...) Adam Smith était bien plus conscient des limites du marché - notamment des menaces de la concurrence imparfaite - que ceux qui s'en disent aujourd'hui les disciples».

Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, Fayard éditeur, 2002.

Edito

Bienvenue au statu quo

La nouvelle loi sur la radio et la télévision ne bouleversera pas le paysage audiovisuel suisse. Et c'est bien ainsi.

Après les délibérations de la seconde chambre du parlement, la défaite est totale pour les ultralibéraux qui voulaient affamer la SSR en la privant de toute ou partie de ses recettes publicitaires. Les parlementaires de tous bords ont compris le rôle central joué par la Radio-TV de service public. Ne craignons pas de répéter une évidence sans cesse rabâchée: seul un financement généreusement respectueux des minorités linguistiques permet à un petit pays de conserver, et même de renforcer, son identité culturelle et politique. «La radio créa la Suisse romande» écrit justement l'ancien directeur de *La Première*. Le contre-exemple est luxembourgeois. Les lois du marché ont fait de RTL tout sauf la voix du Petit Duché!

La télévision, qui doit faire face à la concurrence grandissante des puissantes chaînes étrangères, ne peut se permettre d'ouvrir la compétition sur le petit marché suisse. La nouvelle loi ne libéralise que très discrètement la publicité audiovisuelle. La radio de la SSR, solidement implantée sur toutes les strates du marché, ne craint rien. Ces bases solides étant assurées, il devient possible de consacrer 4 ou 5 % de la redevance aux radios et TV locales qui offrent un véritable service public de proximité sans représenter une concurrence pour les chaînes nationales. Ces petits médias aux ressources squelettiques méritent un subventionnement accru pour autant qu'ils ne jouent pas les négriers face à leur personnel. La SSR, dont le budget fait l'envie de tous les autres médias, doit pouvoir supporter ce partage et quelques privations.

Quelques réformateurs impatients déplorent le statu quo. Ils dénoncent les lacunes de la nouvelle loi qui ignore l'évolution bouillonnante de l'audiovisuel. Mais la technologie a sa logique que ne peut prévoir la plus savante législation. Dans ce secteur, une évolution, pas à pas, de la réglementation vaut mieux qu'une réforme globale rapidement dépassée.

Jacques Donzel, *Et la radio créa la Suisse romande*, Editions Favre, Lausanne, 2002.